

Pandémie : « Financer les actions de prévention est nécessaire pour éviter les prochaines épidémies et limiter les risques climatiques »

 [lemonde.fr/sciences/article/2023/06/22/pandemie-financer-les-actions-de-prevention-est-necessaire-pour-eviter-les-prochaines-epidemies-et-limiter-les-risques-climatiques_6178682_1650684.html](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2023/06/22/pandemie-financer-les-actions-de-prevention-est-necessaire-pour-eviter-les-prochaines-epidemies-et-limiter-les-risques-climatiques_6178682_1650684.html)

Le Monde

Si l'on veut éviter une nouvelle pandémie, similaire à celle du Covid-19, il est indispensable que les modalités de financement de la recherche et du développement s'inscrivent dans une approche holistique et intersectorielle, intégrée aux objectifs de développement durable, et étroitement liée à la lutte contre le changement climatique. Sont indispensables une meilleure coordination entre les bailleurs internationaux, une flexibilité accrue dans les modalités de financement et une prise de conscience des avantages de la prévention des risques de maladies versus leur traitement en réaction.

Qu'avons-nous appris de la crise du Covid-19 ? En à peine quelques semaines, un virus d'origine animale s'est répandu à travers le monde, créant une pandémie d'une ampleur sans précédent. Un tel événement a mal – ou peu – été anticipé par les décideurs publics et sa gestion a connu quelques ratés, voire de vraies carences dans certains pays. Ses impacts sanitaires, économiques et sociaux sont en cours d'évaluation.

Lire aussi : [Santé : « En France, la culture de la prévention n'est clairement pas acquise »](#)

Le 31 mai 2023, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé un recensement de plus de 767 millions de cas confirmés de Covid-19, dont au moins 6,9 millions de décès signalés. Au niveau mondial jusqu'en 2024, cette pandémie aurait causé une perte de production cumulée de 13,8 mille milliards de dollars. Il faudra sans doute encore plusieurs années pour croiser les bilans et connaître les conséquences chiffrées de la crise. « *Saisissez-vous du présent, vous dépendrez moins de l'avenir.* » Cette devise de Sénèque que l'on veut accrocher au panthéon de notre mémoire reste trop souvent parole oubliée.

Résilience des systèmes de santé

Ce que nous savons, de façon certaine, c'est que le coût de la prévention est au moins 100 fois inférieur aux pertes générées par une pandémie. Investir dans la prévention, c'est également contribuer à la résilience des systèmes de santé ; c'est, enfin, réduire le coût de la réponse aux événements infectieux de grande ampleur. Jusqu'à récemment, les stratégies de préparation aux pandémies étaient conçues essentiellement pour se préparer et réagir une fois la maladie propagée dans la population humaine. Elles n'intégraient pas la détection en amont pour éviter émergence et contagion. Cela a conduit à l'échec de l'endiguement du Covid-19 ou à l'épidémie d'Ebola (2014-2016) en Afrique de l'Ouest.

Lire aussi : Prévenir les pandémies plutôt que les guérir serait cent fois moins coûteux

Nous savons que les grands facteurs d'émergence sont liés aux incursions humaines dans les espaces naturels. Outre leurs impacts sur la biodiversité, le changement climatique, et les équilibres des écosystèmes, les activités humaines jouent un rôle dans le cycle d'émergence des zoonoses en augmentant la probabilité de contacts entre l'homme et la faune sauvage ou les animaux domestiques d'élevage. Une prévention efficace des pandémies passe donc par une approche intégrée des santé environnementale, animale et humaine, le concept de « une seule santé ».

La préparation ne peut plus se priver de stratégies de prévention et de réponse rapide, innovantes et plus efficaces. Il est donc vital d'investir pour donner à ces stratégies tous les moyens de réussite. C'est d'autant plus crucial que les émergences de maladies zoonotiques à potentiel pandémique augmentent en nombre et en fréquence depuis plus de trente ans et que leur récurrence semble inéluctable.

Des stratégies de préventions des risques

Il est donc nécessaire, vital et urgent de financer ces stratégies de prévention des risques. Elles sont les garantes de plusieurs aspects : la détection précoce des signaux d'émergence avec réponse rapide, par la surveillance et la prévention communautaire. Les acteurs en première ligne de risques sont ainsi engagés et outillés. Cette approche proactive facilite des interventions rapides et réduit le risque d'épidémies incontrôlables ; une protection de la santé publique : les mesures de prévention dans une approche « une seule santé » se concentrent sur la lutte contre les risques de maladies à l'interface homme-animal-environnement ; une protection de la santé animale, qui ne doit pas être dissociée de la santé humaine. Les animaux peuvent être réservoirs et/ou vecteurs de transmission de maladies. La prévention permet d'identifier et de traiter les risques, empêchant les retombées sur les populations humaines ou leurs conséquences économiques, comme en matière d'élevage ; la préservation de l'environnement, de la biodiversité et d'une lutte efficace contre le changement climatique : en investissant dans des mesures de prévention qui favorisent la conservation de l'environnement et des pratiques durables, nous réduisons les facteurs d'apparition et de propagation des maladies (consommation de viande de brousse, déforestation, destruction des habitats naturels, déplacement des populations d'animaux sauvages, pollution...), qui sont aussi facteurs de dérèglement climatique ; la sécurité sanitaire mondiale. L'approche « une seule santé » améliore la collaboration et la coordination entre les acteurs de la santé humaine et animale et de l'environnement. Elle maximise l'impact des actions et l'utilisation des ressources. C'est un fondement de la sécurité sanitaire mondiale.

Le succès des stratégies de prévention se traduit par la réduction, voire l'absence d'événements indésirables, ce qui a longtemps rendu difficile l'évaluation concrète de leur efficacité. C'est le paradoxe de la prévention. Les financements sont insuffisants et leurs mécanismes inadaptés à une approche holistique. Le fonctionnement institutionnel en silos et la fragmentation des financements avec des fonds alloués à un seul objet ne favorisent pas une approche coordonnée.

Le Monde Application

La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

Télécharger l'application

Les investissements dans la prévention sont également porteurs de nombreux cobénéfices qui profitent directement aux acteurs sectoriels des pays qui y consentent, qu'il s'agisse de production et de productivité animale, de sécurité sanitaire des aliments, d'accès aux marchés, de nutrition. Ces investissements contribuent également aux agendas de notre époque que sont la préservation de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, par exemple.

Lire aussi : Covid-19 : « Si l'état d'urgence sanitaire est clairement passé, est-il raisonnable de tourner définitivement la page ? »

C'est pourquoi nous, signataires de cette lettre ouverte, demandons que : les priorités de financement intègrent de manière significative les principes de l'approche « une seule santé » au-delà des maladies infectieuses chez les humains ; les gouvernements et les donateurs fassent plus et mieux que reconnaître l'importance de la prévention. Ils doivent la mettre en œuvre dans leur agenda politique et lui donner une place significative dans l'accord sur les pandémies en cours de négociation ; des instruments financiers soient alloués pour soutenir les actions conjointes de prévention des zoonoses et de lutte contre le réchauffement climatique ; ces instruments financiers s'inscrivent en cohérence et dans le cadre des objectifs pour le développement durable ; les gouvernements et les donateurs allouent des financements importants à la prévention ; des méthodes et indicateurs concrets permettent aujourd'hui de mesurer l'impact des actions préventives en santé ; les donateurs mettent réellement en place des mécanismes de financement intersectoriels adaptés à la mise en œuvre de l'approche « une seule santé » ; les modalités de financements soient rendues souples et agiles pour soutenir des projets intersectoriels adaptés aux contextes nationaux et locaux et identifiés par une démarche de co-construction en lien avec les besoins et contraintes des acteurs locaux, à l'image du Fonds de lutte contre les pandémies récemment lancé.

Si nous voulons nous donner une chance de prévenir la prochaine pandémie, et limiter ses conséquences délétères sur les plans humains, économiques et sociaux, les fonds alloués à la prévention des maladies doivent être décuplés et répondre aux besoins du terrain ; avec pour objectifs une meilleure coordination entre les bailleurs internationaux, une flexibilité accrue dans les modalités de financement et une prise de conscience des avantages de la prévention des risques de maladies.

Le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui se tient les 22 et 23 juin pour étudier des solutions de financement et faire converger plusieurs agendas doit impérativement se saisir du sujet.

Jean-Luc Angot, envoyé spécial pour l'initiative Preventing Zoonotic Diseases Emergence (Prezode) ; **Brigitte Autran**, présidente du Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (COVARIS) ; **Elisabeth Claverie de Saint-Martin**, présidente-directrice générale du Centre international de recherche en agronomie pour le développement (Cirad) ; **Christophe Cordevant**, Senior Scientific Advisor Emerging Infectious Diseases & Food Safety, Anses ; **Nitish Debnath**, National Coordinator, One Health Bangladesh ; **Appolinaire Djikeng**, Director General, International Livestock Research Institute (ILRI), Nairobi, Kenya, Senior Director, CGIAR Livestock-Based Systems, Professor, The Roslin Institute, The University of Edinburgh, (Royaume-uni) ; **Lucy Keatts**, BVetMed, MVSc (Conservation Medicine), MRCVS, Associate Director, Health Program, Wildlife Conservation Society ; **Richard Hatchett**, CEO, Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) ; **Marco Lambertini**, envoyé spécial du WWF ; **Thierry Lefrançois**, directeur du département BIOS au Centre international de recherche en agronomie pour le développement (Cirad), secrétariat de l'initiative Prezode ; **Paul Luu**, secrétaire exécutif du 4 p. 100 ; **Philippe Mauguin**, président-directeur général de l'institut national de recherche en agronomie et environnement (Inrae), France ; **Manuelle Miller**, vétérinaire, directrice de programme et point focal One Health (OH), Agronomes & vétérinaires sans frontières ; **Musso Munyeme**, Professor of Veterinary Public Health, Department of Disease Control, One Health Coordinator (Aceidha), The University of Zambia ; **Jes Nielsen**, directeur de la World Climate Foundation ; Aitor Nogales, chercheur, Centro de Investigación en Sanidad Animal (CISA) ; **Sarah Olson**, Director of Health Research, WCS ; **Marisa Peyre**, directrice adjointe UMR ASTRE du Centre international de recherche en agronomie pour le développement (Cirad), cofondatrice de l'initiative Prezode ; **Magda Robalo**, présidente de l'Institut for Global Health and Development, ancienne ministre de la santé de Guinée-Bissau ; **Papa Seck**, conseiller technique de la présidence du Sénégal chargé de la santé animale, de l'élevage, des pêches et Point Focal Global health Security Agenda (GHSA) ; **Ricardo Soares Magalhães**, professor of Zoonotic Disease Epidemiology and Biosecurity, Director, Queensland Alliance for One Health Sciences ; **Benjamin Roche**, directeur de recherche à l'IRD, cofondateur de l'initiative Prezode ; **Jean-François Soussana**, vice-président de l'institut national de recherche en agronomie et environnement (Inrae), secrétariat de l'initiative Prezode ; **Gerardo Suzán**, chercheur, école vétérinaire, Université nationale autonome de Mexico ; **Eloise Todd**, Directrice Executive et cofondateur du Pandemic Action Network ; **Wim H. M. van der Poel**, Professor of Emerging and Zoonotic Viruses, Wageningen University ; **Casimiro Vizzini**, médecin, chargé des relations institutionnelles, Fondation une santé durable pour tous ; **Nathalie Vachier**, directrice UMR ASTRE, Cirad ; **Valérie Verdier**, présidente-directrice générale de l'institut de recherche pour le développement (IRD), France ; **Neil Vora**, Prevention Fellow Conservation International, Etats-Unis ; **Anne-Laure Bañuls**, directrice de recherche, IRD ; **Christine Citti**, directrice de recherche, Inrae ; **Zeev Noga**, secrétaire général, initiative Prezode ; **Alain Billand**, directeur pour l'Impact au Cirad ; **Catherine Dernis**, déléguée communication de l'initiative Prezode.

